

**Pour que nos vies ne soient plus classées sans suite.  
#19novembre**

Le collectif #NousToutes et l'ensemble des associations féministes et organisations syndicales signataires de ce texte appellent tous·tes celles et ceux qui veulent en finir avec les violences sexistes et sexuelles à manifester le samedi 19 novembre 2022 à Paris et partout en France.

En 2022, les violences sexistes et sexuelles restent massives. Elles abîment et parfois brisent la vie de millions de femmes, de personnes LGBTQIA+, d'enfants, de familles. Face à cette réalité, une prise de conscience collective a eu lieu. Mais elle n'est pas suffisante. Alors qu'il est maintenant devenu évident que le président de la République et ses gouvernements sont en décalage avec les attentes de la société sur ces questions et ne mènent pas de politiques publiques adaptées à l'enjeu, nous appelons la société toute entière à se mobiliser, dans chaque ville, chaque école, chaque université, chaque établissement de santé, chaque entreprise, chaque parti politique, et sur les réseaux sociaux.

Les violences sexistes et sexuelles surviennent partout, et tout le temps. Elles trouvent racine dans le patriarcat et se situent aussi, souvent, au croisement d'autres discriminations racistes, classistes, validistes, psychophobes, LGBTQIA+phobes, grossophobes, âgistes, islamophobes, antisémites, xénophobes, etc.

Nous serons dans la rue le 19 novembre pour dénoncer des réalités insupportables, que tous·tes doivent connaître. Quand 225 000 femmes sont victimes de la violence de leur conjoint ou ex-conjoint chaque année, quand un tiers des femmes sont victime de harcèlement sexuel au travail, quand 80 % des femmes handicapées sont victimes de violences, quand 85 % des personnes trans ont déjà subi un acte transphobe, quand 69 % des femmes racisées sont victimes de propos discriminants au travail, quand les femmes grosses ont 4 fois plus de risque d'être discriminées au travail, quand 6,7 millions de français.es ont subi l'inceste, quand des patient·e·s sont violé·e·s dans cabinets gynécologiques ou des maternités, nous n'avons pas le choix ! Et nous appelons toute la société à nous rejoindre.

Nous manifesterons pour porter la voix de celles qui ne peuvent plus parler, la voix des me 700 femmes assassinées sous la présidence d'Emmanuel Macron, et de toutes celles qui l'ont été sous les gouvernements précédents.

Nous manifesterons aussi pour crier notre colère face au fonctionnement intrinsèquement défaillant des institutions, notamment de la justice et de la police.

Alors que les discours publics incitent les victimes à parler et dénoncer les violences sexuelles subies, des personnages politiques de premier rang prennent la parole pour défendre haut et fort les agresseurs, y compris lorsqu'ils ont été condamnés, envoyant un signal d'impunité à toute la société. Aujourd'hui des hommes puissants, connus, accusés de viol, instrumentalisent la justice pour attaquer leurs victimes à travers des procès bâillon avec pour seul but de faire peur et de réduire les victimes au silence.

Lorsque les victimes portent plainte ou saisissent la justice pour faire valoir leurs droits, les institutions rejettent massivement leur parole. Aux violences dénoncées s'ajoute la violence institutionnelle. Absence d'enquêtes, blâme des victimes, discrédit de la parole des enfants, déqualification des viols, classements sans suite, peines dérisoires. Partout en France, tous les jours, des milliers de victimes de ces violences masculines entendent leur parole niée ou décrédibilisée, se voient humiliées et attaquées.

Lorsque nous, mouvements féministes, portons dans le débat public des violences que les institutions refusent de traiter, le Président de la République parle de tribunal médiatique et d'inquisition, et appelle à « laisser la justice faire son travail ».

Son travail ? Les chiffres sont sans appel : 80 % des plaintes pour violences au sein du couple sont classées sans suite ; 65 % des victimes de féminicides avaient saisi les forces de l'ordre ou la justice ; 2 victimes sur 3 font état d'une mauvaise prise en charge lorsqu'elles veulent porter plainte ; 90 % des plaintes pour harcèlement sexuel au travail sont classées sans suite ; seulement 0,6 % des viols sont condamnés ; 92 % des enfants qui parlent des violences sexuelles ne sont pas protégés.

Nous manifesterons pour crier que NON, la justice et la police françaises ne font pas leur travail ! Il est temps que l'ensemble de la société et les pouvoirs publics regardent en face cette situation, qui ne relève pas de dysfonctionnements

ponctuels, mais d'un système qui reproduit les mécanismes de violences et de domination qu'il est censé combattre.

Nous serons dans la rue le 19 novembre pour dénoncer les violences sexistes et sexuelles au travail et l'inaction des employeurs, qui silencient et discréditent la parole des victimes, minimisent les faits, refusent d'enquêter. Chaque jour en France plus de 20 viols ou tentatives de viols ont lieu sur le lieu de travail. Il est urgent de généraliser les plans de prévention au travail. Tout comme il est urgent de protéger les victimes de violences conjugales par de nouveaux droits au travail tels que l'interdiction de licenciement, les journées d'absence rémunérées, le droit prioritaire à la mobilité géographique ou fonctionnelle.

Le 19 novembre, créons ensemble un raz-de-marée dans la rue pour crier notre colère, et porter l'urgence de protéger les victimes et garantir à chacun·e son droit fondamental de vivre à l'abri des violences.